

(5 janvier 1936). Donc, après dix ans., on m'a chassée de l'habitation aussi. Ceci depuis le 15 décembre et c'est seulement aujourd'hui que je suis à même de l'écrire, car je suis, entre autres choses, retombée malade. L'an nouveau m'a trouvée au lit...

Aux chantres du « socialisme », paradis seulement pour les profiteurs, indigènes et étrangers, au pays qui fut celui de la Révolution d'Octobre, nous dédions ceci, qui marque d'infamie les flibustiers du centrisme italien et l'Etat dit prolétarien qui les valide et pratique l'ignoble persécution contre la camarade Mariottini.

L'évolution de la situation Italienne

Dans le numéro précédent nous avons essayé de mettre en évidence l'importance des problèmes posés par la situation italienne, et nous avons surtout expliqué pourquoi la signification internationale de ces problèmes, loin de se borner à une simple manifestation de l'évolution du monde capitaliste et des luttes de classes en Italie, prenait par contre une signification faisant de la situation de la péninsule le pivot de la situation internationale dans son ensemble. Les éléments essentiels de notre analyse étaient d'un triple ordre : 1° le poids spécifique et la grandeur des répercussions du conflit italo-éthiopien dans l'exacerbation des conflits inter-impérialistes ; 2° l'étendue et les objectifs que le mouvement prolétarien doit inévitablement prendre en Italie après quatorze années de dictature fasciste ; 3° la portée internationale du fascisme dont la naissance fut le signal du rassemblement du capitalisme mondial et dont la chute ne pourrait se diriger que vers un bouleversement de l'état actuel des rapports de force entre les classes sur le terrain international. Ces trois séries de considérations, nous les ramenons au facteur décisif de l'évolution historique et posons l'interrogation : sommes-nous à la veille d'une reprise décisive de la situation économique à tel point que l'évolution récente de l'économie soviétique, les interventions étatiques chirurgicales dans tous les pays puissent annoncer une nouvelle phase historique de vie du capitalisme ? En élargissant l'horizon de notre vision, et en suivant toujours le fil conducteur de l'antagonisme des classes, pour nous expliquer les événements, nous pouvons préciser ainsi les termes fondamentaux du pro-

blème : le prolétariat mondial qui réalisa, en 1917 en Russie, sa première victoire, qui essuya dans la victoire fasciste de 1922 en Italie, une défaite qui avec celles qui suivirent et la dégénérescence de l'U.R.S.S.S., devait progressivement le porter à abandonner la lutte révolutionnaire, se trouve-il, en 1936, devant une modification radicale de la nature même de la situation historique, qui l'oblige à reporter dans une autre phase de son évolution, la conquête du pouvoir ? Sommes-nous donc arrivés à un moment où les conditions objectives ne permettraient plus la possibilité de la lutte insurrectionnelle. En conséquence, la guerre mondiale ne serait-elle plus l'issue inévitable des situations actuelles ? Si nous nous bornons à la Russie et à l'Italie, ce n'est nullement parce que nous voyons en ces deux pays les pôles de l'évolution des situations de l'après-guerre, mais uniquement pour simplifier l'énonciation du problème dont les points d'attache se trouvent évidemment en d'autres pays bien plus importants que la Russie et l'Italie. Mais ce qui nous intéresse c'est de voir dans quels secteurs les mouvements politiques ont pris leur forme la plus achevée et à ce sujet il est incontestable que si le mouvement prolétarien a trouvé son expression la plus complète dans la victoire communiste du prolétariat mondial en Russie, le mouvement de résistance du capitaliste s'est exprimé, dans sa forme la plus parfaite au travers du mouvement fasciste.

Nous avons déjà indiqué pourquoi, à notre avis, une analyse, même hâtive de la situation dans les différents pays doit conclure à l'existence permanente de

tous les facteurs qui avaient ébranlé le monde capitaliste lors de l'apparition de sa phase supérieure : de l'impérialisme, et l'inévitabilité de leur culbute dans la guerre à défaut d'une action du prolétariat mondial se dirigeant vers le triomphe de la révolution. Cependant les conjonctures dans les différents pays peuvent fort bien ne pas se développer synchroniquement et nous pourrions parfaitement nous trouver devant l'explosion de contrastes si dirigeant immédiatement vers la guerre, par exemple, en Italie, alors que les conditions n'auraient pas encore mûri, à l'échelle internationale, pour l'éclatement de la conflagration mondiale.

Dans ce cas, la situation d'un pays donné, en l'espèce l'Italie, ne peut que cristalliser les tendances historiques agissant dans le monde et les événements de ce pays vont acquérir une importance directement internationale. Le dilemme posé est le suivant : ou bien la constellation des forces internationales parvient à suffoquer les mouvements sociaux issus de la disproportion du rythme de maturation vers la guerre mondiale entre l'Italie et le monde capitaliste dans son ensemble, ou bien ces mouvements sociaux parviennent à briser le front ennemi et à déterminer, par conséquent, une modification radicale dans l'état du rapport des classes dans tous les pays.

Nous avons voulu résumer ici les principales considérations que nous avons émises dans l'article publié dans le numéro précédent de Bilan, avant de procéder à l'analyse des situations en Italie.

Dans le numéro 24 de Bilan, nous avons reproduit la résolution adoptée par le « Congrès des Italiens à Bruxelles » congrès qui s'est tenu au mois d'Octobre 1935. Dans le numéro 23 de Bilan, nous avons publié le compte-rendu des débats qui eurent lieu au Congrès de notre fraction et le manifeste qui, clôturant ces débats, s'efforçait de mettre en lumière sa signification, de le faire apparaître comme une expression de l'évolution des situations en Italie.

Quelle différence profonde entre les deux Congrès et les décisions politiques qui y furent prises ! Différence non seulement quant à l'opposition brutale des résolutions politiques qui y furent adoptées, mais surtout quant à l'étendue même des objectifs qu'ils assignaient.

Au Congrès de Bruxelles, la position centrale autour de laquelle devait converger toutes les forces de l'« antifascisme » était le rassemblement des « italiens ». Il proclamait que la guerre en Afrique étant une guerre fasciste, et non italienne, elle ne pouvait engager la responsabilité et l'honneur du peuple italien, ce dernier étant attaché profondément aux idéales de paix et faisait appel aux peuples civilisés du monde entier afin qu'eux, au travers des sanctions décidées par la Société des Nations, l'aidassent à se libérer de la dictature de l'aventurier Mussolini — le monstre de la guerre — à reconquérir sa place parmi les gouvernements démocratiques voulant sauvegarder la paix au monde. Cette résolution devait recevoir l'approbation unanime des différentes organisations « antifascistes », la divergence politique n'étant pas très sérieuses entre les deux partis essentiels, le P.S.I. et le P.C.I. Le parti socialiste faisait découler sa position centrale du schéma classique du réformisme : à la monarchie absolutiste nous préférons la monarchie libérale, à cette dernière la république, enfin à celle-ci l'Etat socialiste. Pas le moindre effort de sa part pour voir si la monarchie la plus libérale ou la république la plus démocratique n'ont pas accouché la plus noire des réactions. Les socialistes italiens qui parlent volontiers des luttes sociales en France au cours de la formation de l'Etat bourgeois dans le siècle passé, s'abstiendront soigneusement de parler des événements d'après-guerre et quand ils ne pourront pas passer l'éponge sur cette époque ils diront qu'en Allemagne comme en Italie l'erreur fondamentale a consisté à ne pas faire du mouvement socialiste, le pivot des gouvernements ou des blocs démocratiques. Maintenant, disent-ils, nous ne recommencerons plus la même erreur. Comme nous le verrons par la suite, les documents qui seront publiés par ces derniers comme provenant de l'Italie, répètent à nouveau ce que les socialistes à l'étranger appellent une « erreur ». Les centristes utilisaient leur position au Congrès de Bruxelles, par cette thèse centrale : tout ce qui peut affaiblir Mussolini renforce le mouvement prolétarien. Les sanctions étant de nature à accroître les difficultés économiques déjà considérables du fascisme, il faut déchaîner un mouvement mondial